

Pour une Europe des peuples

La France insoumise, Podemos (Espagne), Bloco de Esquerda (Portugal), Enhedslisten (Danemark), Vänsterpartiet (Suède), Vasemmistoliitto (Finlande), Die Linke (Allemagne), EH Bildu (Pays Basque), Dei Lenk (Luxembourg), Sinistra Italiana (Italie)

Nous, représentant-es de la gauche progressiste européenne issu-es de différents partis et pays, défendons aux élections européennes de 2024 une plateforme commune. Uni-es dans notre travail pour la solidarité, l'égalité et la justice climatique, nous incarnons la principale force d'opposition aux ultra libéraux qui, depuis des décennies, imposent le tout-marché, les privatisations et le démantèlement de nos services publics. Il est temps d'inverser cette tendance !

1. Taxer les riches et les super-profits pour lutter contre les inégalités

La lutte contre la crise sociale doit être une priorité absolue. L'inflation, qui a considérablement aggravé la pauvreté dans toute l'Europe, est principalement due aux marges et profits réalisés par les grandes entreprises. Pour réduire les inégalités sociales, il est donc indispensable de taxer les plus riches et les bénéficiaires exceptionnels afin de redistribuer les richesses. Nous continuerons donc à lutter pour taxer les riches et à faire pression sur l'UE pour qu'elle intensifie la lutte contre l'évasion fiscale, notamment en créant une liste noire des paradis fiscaux européens.

2. Un avenir juste et vert

Pour parvenir à la neutralité climatique d'ici 2040, nous avons besoin d'objectifs plus ambitieux en matière d'environnement et de planification écologique pour une transition juste. Il faut cesser de subventionner les activités destructrices pour l'environnement et le climat, dont les énergies fossiles, protéger la biodiversité et modifier les règles économiques pour accroître les investissements dans la bifurcation, par exemple dans le transport ferroviaire durable et l'industrie verte. La transition doit être équitable : les gros pollueurs doivent contribuer à hauteur de leurs émissions et les investissements doivent permettre la création d'emplois sûrs ainsi que le développement du bien-être et d'infrastructures qui profitent à tous·tes.

3. De meilleurs emplois, de meilleurs salaires

Le droit à des conditions de travail dignes et à des emplois sûrs doit primer sur les exigences des entreprises qui cherchent à réaliser toujours plus de profits en réduisant le "coût du travail". C'est pourquoi nous veillerons au renforcement des droits syndicaux, à l'introduction de clauses sociales dans les marchés publics, à l'augmentation des salaires et à l'amélioration de l'environnement professionnel et des conditions de travail. Nous voulons des emplois de qualité et que les travailleur·euses ne soient ni en concurrence les uns avec les autres ni victimes du dumping social qui profite aux grandes entreprises. Enfin, nous continuerons à nous battre pour que les travailleur·euses des plateformes bénéficient des mêmes droits que tous·tes les travailleur·euses.

4. Lutter contre l'austérité et la privatisation pour protéger nos services publics

Il est urgent de reconstruire nos services publics, affaiblis ou démantelés par des décennies d'austérité et de privatisations imposées par la Commission européenne et les gouvernements libéraux. La pandémie a clairement montré les effets pervers de ces politiques, avec des hôpitaux dans un état déplorable - et prouvé que les investissements publics sont nécessaires. Si l'UE a bien été forcée de le reconnaître et de mettre en pause ses règles budgétaires absurdes, elle vient de les rétablir avec encore plus de sanctions. Il faut à tout prix sortir de cette doctrine néolibérale pour investir massivement dans nos services publics et dans la transition écologique ! De plus, les biens communs stratégiques comme l'eau et l'énergie doivent être replacés sous contrôle public.

5. Le droit au logement

Nous voulons mettre un terme à la pénurie de logements en investissant massivement dans la production de nouveaux logements sociaux. Le logement ne devrait pas être considéré comme une simple marchandise sur un marché, c'est un droit humain ! C'est pourquoi nous travaillons à la baisse des loyers et contre la hausse des taux d'intérêts sur les prêts immobiliers. Les Etats membres doivent pouvoir investir massivement dans la rénovation des logements, les infrastructures et la transition écologique, ce qui implique de revoir les règles relatives aux aides d'Etat.

6. Le commerce équitable, pas le libre-échange

Des conditions de travail dignes, des normes environnementales élevées et la réduction de la distance parcourue par les marchandises devraient être les objectifs principaux de la politique commerciale européenne, pas la concurrence à tout prix et la course aux coûts de production les plus bas. Les accords de libre-échange imposés par l'UE avec des pays qui ne respectent pas nos normes soumettent les producteur·ices, et notamment les agriculteur·ices à une concurrence déloyale. Nous défendons un modèle commercial différent avec des normes sociales et environnementales élevées, ouvrant la voie à des sociétés plus justes dans le monde entier. Nous nous battons également pour que les entreprises privées ne puissent plus poursuivre en justice les États membres qui tentent de mettre en œuvre des politiques progressistes.

7. La solidarité plutôt que l'Europe forteresse

Nous sommes le principal rempart contre l'extrême droite, qui gagne du terrain partout en Europe. Nous mettons tout en œuvre pour freiner la propagation de ses idées et discours de haine et pour proposer un récit alternatif, porteur d'espoir. Nous continuerons de nous battre pour rompre avec les politiques migratoires inhumaines actuelles, notamment en mettant fin aux pratiques violentes, à la détention arbitraire des demandeur·euses d'asile et à l'externalisation de nos frontières. Il est au contraire indispensable de promouvoir la solidarité, notamment en créant une opération de recherche et de sauvetage en Méditerranée et en garantissant le respect des droits humains. Il faut aussi supprimer les structures et les politiques de l'UE qui contribuent à maintenir les pays en développement dans la pauvreté et forcent les gens à s'exiler.

8. Le féminisme, moteur du changement politique

Le mouvement féministe est le moteur du changement politique et des transformations sociales en Europe. C'est pourquoi la droite et l'extrême droite prennent systématiquement pour cible les femmes et la communauté LGBTQI+. Les femmes devraient pouvoir disposer de leur propre corps et chacun·e devrait être libre de faire ses propres choix. Nous continuerons donc de nous battre pour que tous les droits humains soient garantis dans l'ensemble de l'UE et pour inclure le droit à l'avortement ainsi qu'une nouvelle génération de droits féministes et LGBTQI+ dans la Charte européenne des droits fondamentaux.

9. L'Europe pour la paix

Tous les peuples du monde ont droit à la liberté et à l'autodétermination. L'évolution de la situation en matière de sécurité, dans le voisinage de l'Europe, notamment l'invasion de l'Ukraine par la Russie et la guerre à Gaza, ainsi que l'occupation illégale des territoires palestiniens par Israël, exige de l'UE qu'elle agisse constamment en faveur de la paix et dans le respect du droit international. Le soutien aux peuples occupés doit être renforcé et des sanctions ciblées sévères doivent être imposées aux envahisseurs. L'UE ne doit pas fonder sa politique étrangère sur la course à l'armement, mais se concentrer sur la défense des droits humains et du droit international, ainsi que sur le rétablissement de la diplomatie et de la paix.

10. Une Europe au service des citoyen·nes, pas des lobbies

Ensemble, nous nous efforçons de faire en sorte que l'UE réponde aux besoins des citoyen·nes plutôt qu'aux intérêts des grandes entreprises et du marché. Il est temps d'en finir avec la culture d'opacité qui permet la corruption généralisée et l'influence des lobbies dans les institutions européennes. Nous devons chasser les lobbies du Parlement européen et nous défendons plus d'ouverture, de démocratie et de transparence. Pour rompre avec le modèle actuel, nous défendons une modification en profondeur des traités et politiques actuels afin de garantir la justice climatique, la biodiversité, la souveraineté démocratique, le respect des droits humains et des conditions équitables pour les travailleur·euses.

Votez pour la gauche de rupture !

Avec les mouvements populaires, nous nous battons pour une Europe qui place les besoins des citoyen·nes au premier plan. Ce mandat a été riche en victoires culturelles et nous sommes fiers de notre bilan au Parlement européen. Nous avons réussi à renforcer les réglementations en matière de climat et d'environnement, amélioré les conditions de travail de millions de travailleur·euses, exigé des mesures pour lutter contre l'esclavage moderne des travailleur·euses des plateformes, mené la lutte contre la traite des êtres humains, proposé des changements sur le marché de l'électricité pour réduire les factures... Nous avons été en première ligne pour dénoncer les guerres d'agression et les crimes contre le droit international d'Israël et de la Russie. Avec votre soutien lors des élections de 2024, nous pouvons aller plus loin, et grâce à vos voix, poursuivre la lutte pour la solidarité, la démocratie, l'égalité et la justice climatique.